CLIO

CADRE de LIAISON INTER-ORGANISATIONS • HAITI

MAGAZINE

La BIC

La BIC est une publication mensuelle. Elle désigne la Base d'Information du CLIO. Il est prévu que cette publication s'effectue une fois chaque mois.

Cette initiative a pour objectif d'informer sur les activités des différents membres et partenaires de la structure, mais également, se veut un autre espace d'échange entre les différents membres de la Plateforme et d'information sur la vie de notre association.

L'ÉDITO p.2 -3

ANN PALE DEVLOPMAN p.4 -8

L'ECHO p. 9-10

NOS MEMBRES EN ACTION p. 12

LES OFFRES p.13

L'AGENDA p.14

A LA RENCONTRE DU CLIO p.15

NOS PUBLICATIONS p.16

Volume 30
Juin 2020

MAGAZINE du CLIO
CADRE de LIAISON INTER-ORGANISATIONS • HAITI

L'ÉDITO

LA COVID-19 CHANGERA-T-ELLE LE REGARD SUR L'AGRICULTURE PAYSANNE EN HAITI ?

La pandémie du COVID-19 a forcé tous les pays du monde à parler de production locale, notamment en ce qui concerne les produits essentiels à la survie, comme par exemple les aliments. Face aux difficultés de transport et de circulation d'un pays à un autre imposé par la pandémie, les acteurs ont appréhendé le risque d'une pénurie d'aliments. Dans un tel contexte, l'agriculture haïtienne, longtemps négligée, a bénéficié de regards intéressés, le concept de « souveraineté alimentaire » a revêtu tout son sens.[1]

Pourtant, voilà déjà longtemps que cette agriculture familiale paysanne est en détresse. Les signaux sont nombreux et se reflètent notamment dans le PIB : 20.35% en 2016,[2] contre 32% en 1985 et 40% en 1960[3].

Malgré l'importance du secteur dans l'économie globale du pays, il ne bénéficie pas de l'attention qu'il mérite. Les exploitations agricoles (environ un million) occupent autour de 60% de la population active (MARNDR, 2010) et produisent environ 45% des produits de consommation alimentaire du pays. Elles sont caractérisées par un faible accès aux moyens de production et sont tributaires, à 90%, de la pluviométrie[1]. A chaque saison cyclonique ou à l'occasion de passage d'intempérie, des zones entières de production sont dévastées et ne sont pas remises sur pied. Alors qu'elles produisent des aliments pour toute la population, de nombreuses familles paysannes souffrent d'insécurité alimentaire. Les rapports successifs publiés sur la sécurité alimentaire en Haïti ont indiqué à plusieurs reprises que le milieu rural était la zone la plus affectée par ce problème. « *Près de 50 % de la population haïtienne du milieu rural vivent dans l'insécurité alimentaire aiguë…….* », écrivait le Nouvelliste dans un article en 2019. [4]

Les causes de cette situation sont nombreuses : la libéralisation rapide des marchés, les techniques de travail inadaptées et les évolutions démographiques sont des facteurs majeurs. Mais la cause principale demeure les politiques publiques néfastes contre la paysannerie. Malgré le poids économique et social du secteur agricole, les engagements réitérés des Gouvernements successifs à le soutenir n'ont pas été tenus. Les budgets publics consacrés à l'agriculture ont rarement dépassé 5% des budgets totaux. Cependant, des décisions importantes ont été prises pour baisser les tarifs douaniers sur certains produits au détriment de l'agriculture locale. En témoignent les réductions tarifaires du riz (passé de 50% à 3%), de la banane de 50 à zéro pour cent ou des œufs de 40 à zéro pour cent.[5] Haïti importe aujourd'hui plus de la moitié de sa nourriture et 83% du riz consommé dans le pays.[6]
Pourtant, le potentiel agricole existe encore dans le pays. Mais que faire pour sortir le secteur de ce marasme et redonner l'espoir aux agriculteurs ? Dans sa proposition de politique publique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSNSSANH), la commission présidentielle qui avait travaillé sur ce dossier a recommandé à l'Etat haïtien une rupture totale avec les politiques actuelles qui sont néfastes pour l'agriculture locale. « *L'atteinte de la vision proposée dans le plan nécessite une rupture avec les politiques commerciales, le profil tarifaire et la politique budgétaire actuelles qui sont les sources mêmes de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition affectant la majorité de la population du pays* », a écrit la commission ».[7] Elle a proposé au gouvernement de « *rebalancer progressivement la dominance des politiques favorisant le commerce international en faveur de politiques visant à atteindre la souveraineté et la sécurité alimentaires et la nutrition en s'appuyant sur l'agriculture familiale et l'agro-industrie, comme secteur moteur de la relance de l'économie haïtienne et de l'élimination de la faim et la malnutrition* »[8]

La COVID-19 a poussé plus d'un à se souvenir qu'il existe une agriculture haïtienne qui, dans le temps, a grandement contribué à la richesse du pays. Cette nouvelle crise mondiale avec des répercussions locales, forcera-t-elle les acteurs à regarder enfin vers l'intérieur du pays pour venir au secours de la paysannerie et de son agriculture en détresse ?

L'ÉDITO *(suite)*

Le pays profitera-t-il de cette opportunité pour améliorer son taux d'autosuffisance alimentaire et les conditions de vie des producteurs agricoles ?

Colette Lespinasse
Représentante en Haïti de la Coordination Europe Haiti (COEH)

Références citées :

[1] La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. https://viacampesina.org/fr/

[2] http://www.fao.org/haiti/fao-en-haiti/le-pays-en-un-coup-doeil/fr

[3]http://classiques.uqac.ca/contemporains/Beaucejour_Pierre_Jameson/Agriculture_en_Haiti/Agriculture_en_Haiti_texte.html

[4]http://www.fao.org/haiti/fao-en-haiti/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/

[5] https://lenouvelliste.com/article/200676/258-millions-de-personnes-evoluant-en-milieu-rural-vivent-en-insecurite-alimentaire-aigue

[6] Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté et Sécurité alimentaires et de nutrition en Haiti (PSNSSANH). Document inédit, mai 2018.

[7] IDEM

[8] IDEM

MAGAZINE du CLIO
CADRE de LIAISON INTER-ORGANISATIONS • HAITI

ANN PALE DEVLOPMAN

Comment financer de manière durable l'agriculture familiale paysanne ?

La situation en Haïti

L'agriculture paysanne en Haïti cultive la terre et est le garant de l'accès à la nourriture et de gouvernance par le peuple et notamment par les familles paysannes. Elle protège également une production variée alimentaire basée sur des savoirs faire locaux. Elle est une culture de nos biens communs pour produire l'alimentation partout où viennent des femmes et des hommes et où s'élèvent des enfants. Lorsque les familles paysannes restent maitresses de leur alimentation, ils ont la sagesse de respecter la terre, l'eau et l'environnement et de préserver leurs semences pour assurer leurs avenirs et celui des enfants.

Dans les communautés rurales d'Haïti, les faibles moyennes économiques relative aux difficultés d'exploitation des ressources naturelles laissent un champ limité au développement du secteur agricole. Tandis que l'amélioration des conditions de vie, le relèvement du revenu national dépendent dans une large mesure de l'organisation rationnelle de l'agriculture, notamment l'agriculture familiale paysanne. D'où dit-on "comment financer de manière durable l'agriculture familiale paysanne ?"

Une politique agricole nationale

Une politique agricole nationale est nécessaire en Haïti, mettant en premier plan le développement, la rentabilité et la durabilité de l'agriculture familiale paysanne en Haïti, visant la réduction drastique de l'aide alimentaire, le phénomène de l'assistanat et l'abandon du paysan de son champs.

Une agriculture intelligente adaptée au changement climatique. Il faut une volonté manifeste pour l'investissement dans l'installation des infrastructures hydroagricoles permettant aux petits agriculteurs d'avoir accès à l'eau comme ressource rare et facteur limitant pour le développement du secteur agroécologique durable et rentable. Ces infrastructures incluent des constructions des bassins de rétention d'eau pour le stockage des eaux de pluie en période d'abondance et l'utilisation en période de pénurie, le captage des sources, le forage, la construction des petites citernes familiales mais aussi investir dans l'installation des appareils innovateurs capables de transformer l'eau de mer en eau douce et la mettre au service de l'irrigation goute à goute, ainsi que l'installation des pompes solaires.

Appui aux femmes rurales et aux jeunes

Pour une agriculture familiale durable dans la région du bas Nord-Ouest spécifiquement, il faut une agriculture paysanne qui prend en compte et implique les femmes rurales à travers des installations de petites entreprises agricoles, car leurs rôles sont prépondérants pour la prospérité économique, sociale et environnementale des familles rurales. Il ne suffit pas seulement d'accompagner les petits agriculteurs dans l'installation des jardins, mais plutôt avoir une stratégie de financement basée sur une approche intégrée visant le renforcement de capacité d'action des acteurs locaux, la mise en réseau des groupements de producteurs par le développement de chaine de valeur mais surtout la formation spécialisée des jeunes au niveau local en vue de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies innovatrices capables de créer des pôles de développement agricole durable et rentable à travers des potentialités existantes.

Renforcement des ressources humaines

Les agriculteurs restent et demeurent les seuls vrais héros car ils s'adonnent depuis plusieurs décennies à la réalité de produire pour la satisfaction alimentaire de la famille. Aujourd'hui, la formation des paysans Haïtiens afin qu'ils deviennent des professionnels techniques est indispensable, ainsi que d'avoir des cadres de paysans formés comme des ingénieurs agronomes et des techniciens agricoles. Avec la disponibilité des techniciens et des agriculteurs formés, l'agriculture familiale va connaitre une augmentation en matière de rendement **Fourniture de matérielles et équipements**

La paysannerie Haïtienne ne dispose que des outils aratoires. Ces derniers ne permettent que la production d'une agriculture extensive. Pour plus de productivité, il faut faire apparaitre :

- Des motoculteurs (pour faciliter la préparation de sol).
- Des pompes d'aspersion (pour combattre les pestes).
- Des silos (pour le stockage des grains).

ANN PALE DEVLOPMAN *(suite)*

Comment financer de manière durable l'agriculture familiale paysanne ? (suite)

- Des outils agricoles.
- Des Unités de Transformation des Produits Agricoles (UTPA).
- Des boutiques d'intrants agricoles.

Infrastructures routières

Le manque de route agricole engendre généralement des pertes postes récoltes face à l'écoulement des produits sur le marché. Face à cette situation, la création des routes agricoles est une nécessité pour les familles agricoles afin de réduire les pertes des produits agricoles.

Financement

Le financement important de l'aide alimentaire dans le pays reste et demeure le blocage de l'agriculture familiale paysanne durable. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) doit vulgariser l'approche de l'agriculture familiale paysanne basée sur l'éducation du paysan baptisé « Champs Ecole Paysan (CEP) ». C'est une approche qui vise la formation du paysan sur son propre champ et en plus sur les techniques de production des différentes cultures pratiquées. La vraie sécurité alimentaire réside essentiellement dans la capacité de produire et de consommer localement, ce qui va contribuer à la résilience et la réponse pendant et après des situations d'urgence et de crise alimentaire dans le pays.

Des financements sont nécessaires visant à accompagner efficacement les petites exploitations agricoles en vue de leur permettre à couvrir les besoins en coûts et en moyens de production de leurs exploitations, comme la préparation des campagnes agricoles, le renforcement du cheptel, etc. Certaines familles n'ont pas toujours de moyens financiers pour préparer leurs jardins lors des saisons. Dans ce cas, on doit disposer du crédit agricole pour les familles économiquement faibles. On devrait disposer des services d'assurances de maladie et de vie pour les agriculteurs.

Association des Groupes Évangéliques d'Haïti pour la Prédication du Monde et le Développement d'une Nouvelle Génération (AGEHPMDNG / Jean Rabel)

Groupe de Recherche et d'Appui pour un Développement Agroécologique Innovateur Durable (GRADAID/ Mare Rouge)

Koperativ Espwa pou Demen (KED/ Baie-de-Henne)

Church World Service ***(Comment financer de manière durable l'agriculture familiale paysanne ?)***

ANN PALE DEVLOPMAN *(suite)*

Au secours, l'insécurité étouffe l'agriculture paysanne

Déjà en proie à d'innombrables défis, l'agriculture fait face actuellement au phénomène récurrent de vols à mains armés. Des individus armés traversent les champs, piétinent les cultures et terrorisent les paysans. Sous les yeux du propriétaire en plein jour ou dans le noir du soir, les malfrats en toute impunité embarquent des caprins, décapitent des bœufs, et emportent de la viande. Si autrefois les voleurs qui se cachaient au vu des propriétaires maintenant c'est le contraire. Ce sont les agro-éleveurs qui doivent se mettre à couvert (camoufler) pour ne pas subir les mêmes sort que les animaux : la décapitation ou l'enlèvement. Une question s'impose : qui pense à la protection de la production rurale ? Qui s'intéresse vraiment à la production nationale au-delà de la parole parlée ?

Ces vols sapent le financement de l'agriculture paysanne

Un exemple parmi d'autres pour mieux comprendre. Un paysan ayant perdu ces 2 bœufs consentis une perte totale de 140000 gourdes en considérant le prix moyen de 70000 gourdes par vache. Sur la base du salaire minimum actuel de 325 gourdes par jour, ces deux vaches valent le salaire de 455 personnes-jours de travail. C'est une perte énorme pour une exploitation agricole. C'est un crime odieux quand on sait la misère, l'éreintant travail-paysan pour garder des animaux ou cultiver la terre. C'est comme un braquage à la sortie de la banque. Les animaux représentent le carnet de banque des paysans (Bèt se kanè bank peyizan) leur permettant de faire face aux grandes dépenses de construction d'habitat, d'éducation des enfants, de santé de la famille, des funérailles et autres dépenses imprévues dans un pays où les services de bases sont totalement absents en milieu rural.

Ces vols non-médiatisés qui sapent l'épargne rongent la racine même du financement de l'agriculture paysanne. Notons que le financement de l'agriculture en Haïti repose quasi-entièrement sur le dos courbé des paysans. L'offre de services financiers en direction du secteur agricole ne représente que 0,6% du crédit octroyé par le système financier haïtien[1]. Pourtant 60% du crédit du système est accordé au commerce (achat et vente) et favorise largement l'importation au détriment de la production agricole nationale. L'agriculture paysanne quoiqu'elle occupe près de 50% de la population et contribue à un quart du PIB n'est jamais appréciée à sa juste de valeur. Elle ne recevait aucune forme d'aide lui permettant d'augmenter sa productivité et sa production.

Un fléau qui tue l'élevage

Même l'effort des acteurs de la filière élevage pour maintenir un certain niveau de production malgré les conditions difficiles est ignoré. Selon le dernier recensement agricole, le cheptel bovin en Haïti est estimé entre 1 et 1.5million de têtes. Une moyenne de 1,5 bovin par exploitation agricole qui selon le Dr Harry Charles rend Haïti quasi-autosuffisante (95%) en viande de bovin (100% suffisant en viande de caprins). Cette information (oasis dans le désert) a tout son sens et son importance dans un pays où quasiment tout vient de loin et d'ailleurs. Même les citrons et les grénadias (fruit de la passion) qui garnissent les paniers des petites marchandes ambulantes de la capitale viennent parfois de la république dominicaine. Hélas !

Juste pour dire que ces attaques armées qui affaiblissent l'élevage ouvrent une brèche pour l'élimination de la production animale (bovine et caprine), considérée jusqu'à aujourd'hui comme l'un des derniers retranchements de la production agricole nationale. A part des associations paysannes, Intervet, Promodev, des agro-éleveurs qui se montrent concerner par ce problème, on ne sent pas vraiment que cette situation interpelle les autorités concernées. Elles ne se montrent ni alarmées, ni secouées.

ANN PALE DEVLOPMAN *(suite)*

(Au secours, l'insécurité étouffe l'agriculture paysanne -*suite*)

C'est comme si en Haïti nous sommes enthousiastes d'échanger nos jambes biologiques saines (nos productions) pour de jolies béquilles publicitaires (produits importés).

Preuve également que, au-delà des discours de 1er mai, nous sommes, en réalité, très confortables avec les fuites massives de devises pour importer à l'étranger des gigatonnes de produits agricoles et agroalimentaires. Les dépenses annuelles moyenne d'importations de riz ont été évaluées 201 millions USD pour le quinquennat 2012 à 2016[2]. Ainsi dans l'espace d'une décennie nous dépensons plus de 2 milliards de dollars américains uniquement pour l'achat de riz. Un montant supérieur au budget annuel 2019-2020 totalisant 198,7 milliards de gourdes (1.9 milliards USD). Nous comprenons pourquoi nous sommes si sensibles à la variation du dollars US. Nous comprenons pourquoi également Charles Joseph disait que « Haïti est un prince mendiant »[3]

Cette brèche touche plusieurs maillons dans la chaine

Ce ne sont pas seulement les animaux qui sont volés. Certaines cultures comme la banane plantain sont très convoitées par les voleurs. En tant qu'agriculteurs, agricultrices, vous pouvez être surpris de lever un jour matin de voir que les régimes de bananes laissés aux champs pour maturité ou en attente du jour du marché sont disparues. Des zones agricoles deviennent également non cultivables non à cause de la sècheresse ou l'inondation mais à cause de l'installation sereine de groupes armés qui crachent la terreur. Les cas des communautés de Saviens, occupés par des groupes armés depuis plusieurs années, dans la commune de Petite rivière de l'Artibonite est un exemple flagrant.

Une attaque frontale contre la vallée de l'Artibonite considérée comme le grenier du Pays.

Les jeunes professionnels qui font le choix de produire en exploitant de petites fermes agricoles (production d'œufs, production de poulets de chairs, élevage de volailles indigènes, élevage caprins, cultures maraichères, etc.) sont également la proie des bandits armées. Ils doivent périodiquement alimenter ces groupes armés en argent liquide ou en une partie de la production ; sous peine de ne pas subir le sabotage des infrastructures ou des productions en cours.

Les *madans Saras*, font partie également de la chaine des victimes de la systématisation des groupes armés. Ces commerçant(e)s, pour la grande majorité des femmes, qui parfois dorment la nuit sur leurs marchandises pour les surveiller doivent également tout le long de leur parcours payer des droits de passages, des rançons sous peine de ne pas subir l'assaut des gens violents qui peuvent voler, gaspiller ou incendier les marchandises. L'espace rural, de plus en plus déserté par ces forces vives, d'aujourd'hui suscite une préoccupation croissante concernant la sécurité. Elle est dominée par ceux qui peuvent aller plus loin dans les menaces, dans le sabotage ou dans la terreur. Aucune force de sécurité en milieu rural n'est disponible pour dissuader les malintentionnés. Quelqu'un peut décider de planter et un autre choisit délibérément de relâcher ses animaux qui piétinent les plantules, ou d'inonder la parcelle de l'autre avec une abondance d'eau. Les fausses marmites, les faux engrais et les faux produits phytosanitaires font également partie du lot d'insécurité. Les vols, les viols et les violences ne sont que rarement réglés.

Ce que nous racontons n'est pas « une nouvelle ». L'Agriculture paysanne a été toujours traitée ainsi en parent pauvre. Car nous avons tout le temps pratiquer l'agriculture minière (peze souse).

ANN PALE DEVLOPMAN *(suite)*

La plus-value tirée du café, du cacao, de la pite, de la bauxite, du cuivre et autres produits d'exportation, ne participe ni à la formation du capital humain et n'est ni réinvestie dans un processus d'amélioration du système productif paysan. L'essentiel des profits de la bourgeoisie s'accumule dans les banques étrangères a écrit Myrtha Gilbert[4]. C'est pour cela que l'agriculture est ce qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat de nos choix. … L'état lamentable de l'insécurité et de l'assainissement des grands marchés qui accueillent les produits agricoles (Croix des Bossales, Croix des Bouquets …) est un autre indicateur de mépris envers la production agricole nationale.

Quelle solution face à cette insécurité rurale multiforme

L'identification, des bœufs avec des anneaux, s'est montrée une solution très efficace contre les vols. Une expérience réussie de la part des responsables du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Les résultats sont très encourageants. Dans certaines communes (Ouanaminthe par exemple), les CASEC s'organisent en réseau (s'informer sur groupe WhatsApp) pour signaler des cas de vols et traquer ces voleurs en exigeant des laissez-passer pour tout déplacement d'animaux.

L'important alors c'est de renforcer ces CASECs (collectivités territoriales en générale) en matériels, techniques, connaissances, outils et finances leur permettant de bien accomplir leur mission de gestion de proximité. L'implication à fonds des agents de l'ordre (policiers) dans la sécurité rurale est fondamentale pour aider à freiner ces activités criminelles rurales qui empêchent les gens de s'investir dans leur activité de production. Nous reconnaissons que l'insécurité ne se résume pas aux agressions physiques et aux vols, même si ces faits sont les plus graves et doivent être combattus en priorité.

L'insécurité rurale d'aujourd'hui a une dimension multiforme et empêche la mise en valeur appropriée du potentiel de production et de commercialisation des différentes zones. L'insécurité foncière, insécurité alimentaire, insécurité sanitaire, insécurité scolaire, insécurité juridique et insécurité physique sont les plus menaçantes. Une façon de dire que la solution rurale (ou les solutions rurales) provient de la prise en compte de ses dimensions plurielles et intégrées.

La liberté ne se donne pas mais se conquiert, il revient aux citoyens et citoyennes de s'organiser, de dialoguer et de se concerter pour faire évoluer les pratiques de gouvernance vers plus d'inclusion, plus d'efficacité, plus de redevabilité, plus de transparence et plus d'innovation. Il est essentiel de forcer les responsables de l'État, à prendre des mesures que de droit pour sécuriser le fruit du travail paysans, préserver les vies, les actifs et les moyens de production de ces paisibles citoyens.

Seth Pierre, Agronome
sethpierre@gmail.com

Références citées:

- Banque mondiale, 2018. Financement agricole en Haïti. Diagnostic et recommandations.
- Rapport spécial FAO/PAM, 2017. Evaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en Haïti.
- Un prince mendiant, 2012. Charles Joseph Charles, OMI.
- Myrtha Gilbert, 2004. Se prendre en Charge ou disparaitre

L'ECHO

L'agroforesterie, un ensemble de pratiques anciennes porteuses d'avenir

Dans le contexte actuel de crise économique, écologique et sociale que traverse le pays, le jardin agroforestier, qui remonte à l'indépendance d'Haïti, joue un rôle essentiel dans l'équilibre des petites exploitations agricoles. Son fonctionnement, son rôle dans l'exploitation agricole et les mécanismes écologiques et sociaux qui président à son évolution et sa résilience restent toutefois mal connus. Les systèmes agroforestiers répondent à des enjeux de multifonctionnalité de l'agriculture en assumant des fonctions sociales de sécurisation des conditions de vie en milieu rural (alimentaire, sanitaire…) ainsi que des fonctions environnementales : optimisation de la diversité des écologies locales, protection de la biodiversité à long terme ou gestion durable de la fertilité (Gockowski et al., 2010).

Les fonctions économiques et sociales des jardins agro-forestiers.

Les jardins agroforestiers génèrent une gamme de productions qui assure toute l'année un approvisionnement alimentaire de proximité diversifié du point de vue de l'équilibre nutritionnel (vivriers, horticulture, élevage). Elle permet aussi une autonomie énergétique pour la cuisson des aliments (bois, charbon).

La vente régulière des produits du jardin agro-forestier génère par ailleurs une régularité de la trésorerie qui permet d'acquérir des biens alimentaires complémentaires (sels, huiles, sucres...). Cette fonction de sécurisation alimentaire diminue le coût d'opportunité du travail familial (Temple et Fadani, 1997). Les systèmes agroforestiers nourrissent à « bas prix » une force de travail qui se mobilise sur des cultures de rentes destinées à l'approvisionnement des marchés urbains : choux, ignames ou internationaux (café, mangues, cacao…).

Les jardins agro-forestiers sont sources d'externalités systémiques : économiques, sociales, techniques, écologiques qui maintiennent une production alimentaire dans ces territoires à la fois pour l'auto-approvisionnement des populations rurales et pour l'approvisionnement des marchés urbains. Dans le contexte actuel d'une pression croissante sur les ressources naturelles, ces systèmes, qui associent des fonctions de services environnementaux et de production, peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Des politiques publiques en appui au développement des filières agroforestières

Les attentes des consommateurs urbains se modifient ; de nouvelles habitudes alimentaires apparaissent : place croissante du riz et du blé (pain, pâtes) en lien avec le souhait de diversification de l'alimentation, intérêt pour des produits transformés, plus faciles et rapides à préparer, exigences de qualité accrues. La demande évolue et les produits locaux ont des difficultés à y répondre, tant en termes de prix, de volumes, de gamme de produits que de qualité. L'existence de politiques publiques d'appui aux initiatives visant la structuration, le développement et l'amélioration du fonctionnement des filières agroforestières conditionne souvent la réussite des différentes initiatives. Il faut considérer aussi celles qui modifient l'environnement économique et institutionnel dans lequel évoluent les différents opérateurs.

Plusieurs éléments conditionnent l'efficacité de ces politiques : des connaissances et des capacités d'expertise solides, des règles claires et transparentes, des dispositifs de contrôle et d'évaluation, des concertations avec les divers acteurs concernés. L'efficacité de ces politiques dépend également de la capacité même des filières agroforestières (Moringa et sisal) à se structurer et à améliorer leur fonctionnement.

L'ECHO (suite)

L'agroforesterie, un ensemble de pratiques anciennes porteuses d'avenir (suite)

Mesures d'appui aux filières et politiques de protection et de régulation des marchés doivent donc être formulées et mises en œuvre de façon cohérente. On constate néanmoins que les populations urbaines gardent un ancrage fort avec les territoires ruraux et restent en particulier attachées aux produits traditionnels, transformés ou non. Mais le marché urbain reste insuffisamment pourvu pour diverses raisons : productivité agricole faible, irrégularité de l'offre de produits bruts et transformés (en quantité et en qualité), manque d'infrastructures et de services adéquats pour le regroupement, le transport, la transformation et la commercialisation vers les marchés urbains.

Dans une perspective de développement des filières agroforestières, il s'agit d'appuyer les dynamiques visant à produire et valoriser, non seulement les produits de base mais également les autres produits pour lesquels les agricultures familiales sont en mesure de répondre à la demande : produits laitiers, productions végétales dites « secondaires » comme les pommes de terre, les oignons, les tomates, les légumes feuilles, etc. Ces filières sont en effet à la fois étroitement liées aux principales filières vivrières (ce sont souvent les mêmes opérateurs, de la production à la collecte et au transport, parfois jusqu'à la commercialisation), et interdépendantes. Le renforcement de la résilience des opérateurs, (capacité à faire face aux aléas climatiques, économiques ou commerciaux) conditionne un développement durable des filières. Il doit être intégré des programmes divers, tant en termes de thématiques d'intervention que de produits concernés.

Développer la transformation des produits agroforestiers.

Pour que le petit paysan puisse tirer profit des produits agroforestiers, ceux-ci devront être transformés et mis en marché. La transformation des produits agroforestiers est trop souvent ignorée par les politiques de développement. Les acteurs concernés représentent cependant un tissu économique particulièrement dynamique qui joue un rôle prépondérant dans l'approvisionnement de nos villes. Ce secteur représente également une opportunité d'emplois et de revenus, spécialement pour les femmes et les jeunes.

Développer une offre de services adaptés aux spécificités et aux besoins des produits agroforestiers est fondamental, à travers plusieurs axes d'intervention : la formation, qui doit s'ouvrir à la transformation agroalimentaire en favorisant les jeunes et en renforçant les compétences professionnelles des adultes en activité.

Jean-Rusnel ETIENNE, M. Sc
Chargé de plaidoyer et communication de la PADED

Information COVID-19 jusqu'au 26 juin 2020,

Le pays a recensé : 11, 742 cas suspects

- 5, 777 cas sont confirmés dont 57 importés
- 100 personnes sont décédées décès (2 nouveaux)
- 709 ont retrouvé leur santé
- Il est constaté que les personnes de sexe masculin sont beaucoup plus touchées par le virus que celles de sexe féminin. Les chiffres donnent respectivement 40, 7% de femmes contre 59,3 % d'hommes haïtiens infectés par la COVID-19

L'ECHO (suite)

« Les semences : porte d'entrée de l'agriculture familiale »

En Haïti, dans nos tentatives de réponse aux catastrophes nous agitons toujours le « zèlkat » de relance de l'agriculture. Ce fut le cas en 2010, en 2016 et aujourd'hui avec la Covid-19. En réalité, les résultats ne sont pas probants et les conditions de vie en milieu rural restent difficiles.

Néanmoins, hommage doit être rendu aux valeureux(ses) paysans(nes) haïtiens(nes) qui gardent le cap malgré vents et marées. Le dernier recensement agricole du MARNDR a inventorié un million d'exploitations agricoles sur l'étendue du territoire, essentiellement familiales, à faible superficie (1,5 ha en moyenne) et jouant un rôle important dans l'autosubsistance des familles tout en alimentant l'économie marchande des denses centres urbains, demandeurs de produits agricoles. Cela étant, à la base, les paysans doivent d'abord accéder aux semences pour produire de bonnes récoltes.

Le document de politique agricole du MARNDR 2010-2025 reconnaît que « l'un des freins à l'amélioration de la productivité agricole est une faible disponibilité et un accès très limité aux intrants agricoles, notamment les semences de qualité ». On rapporte souvent « qu'un problème connu est un problème à moitié résolu ». A la lumière de ce crédo, peut-on partager avec les paysans haïtiens le rêve d'une levée de cette contrainte dans un futur proche ?

Les semences constituent la condition première des campagnes agricoles pour les paysans, pourtant souvent placés en difficultés, faute de semences de qualité, indisponibles ou inaccessibles. Jetons alors un regard critique sur les formes d'accès aux semences :

La calebasse paysanne amène le paysan à utiliser pour semences, des graines issues de sa propre production ou achetées au marché local. Elle dépend étroitement des conditions agro climatiques. En cas d'aléas climatique, le paysan se retrouve contraint d'amputer son épargne, s'il en dispose ou d'abattre des arbres afin d'en dégager un revenu pour acquérir des semences.

Des chocs plus brutaux peuvent contraindre les familles paysannes à nourrir plus de bouches que d'ordinaire, le contenu de la calebasse en fait alors les frais et les semis en sont hypothéqués.

Des appuis du MARNDR ou d'ONG permettent l'octroi de semences. Les paysans qui les reçoivent s'estiment chanceux tout en se plaignant qu'elles n'arrivent pas toujours à temps. Par ailleurs, la provenance de ces semences n'implique pas nécessairement leur qualité. Généralement issues des plaines irriguées, ces semences ne correspondent pas toujours à la demande des paysans des mornes. Même si certains fournisseurs privés font de leur mieux pour offrir des semences de qualité, Matthew a par exemple révélé la faiblesse du secteur semencier en Haïti.

Des banques de semences d'offre locale permettent un approvisionnement direct à partir de groupements locaux de production artisanale de semences. En dépit de diverses contraintes, ils offrent, à proximité, des semences qui répondent exactement aux conditions agroécologiques des paysans du cru. C'est là, la source à privilégier, compte tenu de son adéquation avec les besoins effectifs.

- L'analyse de l'accès aux semences démontre jusqu'à ce jour de sérieuses difficultés pour les paysans, en termes d'approvisionnement en semences de qualité et adaptées à leur milieu pour démarrer leurs campagnes agricoles.
- Cette situation doit impérativement interpeller les décideurs politiques, les groupes de producteurs mobilisés autour de la défense de leurs droits tout comme les organes d'appui à la construction d'une compréhension partagée du problème.
- De là, devrait émerger sans délai une vision commune nettement plus favorable à la cause des paysans(nes) haïtiens(nes). Gardons tous à l'esprit et respectons pleinement leur rôle majeur pour l'alimentation de chacun de nous, au quotidien !

Coordonnateur de projets
HEKS/EPER
Jean Widal Fanor, Ing. Agr.
Grand 'Anse

NOS MEMBRES EN ACTION

Communication au temps de la COVID CRS & partenaires engagés !

Le Projet LAVE (***Leveraging communication platforms for Accurate messaging to Vulnerable populations for Effective behavior change to reduce the spread of COVID-19)*** est un projet financé par le START Fund et mise en œuvre par la CRS (Catholic Relief Services) en partenariat avec Mercy Corps, Christian Aid (CA), Viamo et Humanity & Inclusion (HI). Le projet avait pour objectif la réduction de la transmission communautaire de COVID-19, en augmentant la sensibilisation grâce à la diffusion d'informations précises et des messages clés pour encourager une prise en charge efficace, tout en réduisant la stigmatisation, la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles handicapées et non handicapées. Le projet visait les départements de l'Ouest et du Nord-Est.

Dans le cadre de ce projet CRS a procédé à la cartographie des circuits de référencement des services existant dans les départements de l'Ouest et du Nord-Est pour les victimes et les survivants de la violence basée sur le genre, de la violence et de l'exploitation des partenaires intimes et des abus sexuels. CRS a développé quatre brochures - deux dans chaque département - en français et en créole et les à partager avec la communauté pour permettre aux victimes de mieux comprendre où s'adresser pour obtenir de l'aide et les ressources disponibles pour les soutenir.
CRS a également développé une boîte à outils de messages clés et de ressources pour les organisations, afin de fournir des conseils sur la mise en œuvre d'activités de protection et de PSS efficaces et appropriées pendant la réponse COVID-19 en Haïti. Cette boîte à outils comprend une "bibliothèque électronique" avec des liens vers des ressources et des guides pour que les organisations intègrent des activités de protection et de soutien psychosocial dans leurs programmes du COVID-19 et réguliers.

La boîte à outils comprend également 15 infographies de messages clés pour la diffusion sur les médias sociaux et des affiches à placer dans les espaces publics, et 1 message clé animé, pour sensibiliser à la violence basée sur le genre, à la protection, aux SSP et à la réduction de la stigmatisation (veuillez consulter quelques exemples ci-dessous). Ces messages clés ont été validés par le MSPP.

Tous les outils et documents du projet sont disponibles sur le COVID-19 Google drive du MSPP. (Sur le site internet du CLIO également).

Catholic Relief Services (CRS)

- **Accès Base données services VBG : https://www.cliohaiti.org/spip.php?article1461**
- **Ressources Protection COVID/ Bibliothèque numérique : https://www.cliohaiti.org/spip.php?article1460**

Cas suspect de COVID-19

Toute personne présentant une fièvre supérieure ou égale à 38 degré Celsius, ou un antécédent récent de fièvre (dans les 14 derniers jours), accompagnée ou pas de toux avec ou sans difficultés respiratoires, de courbatures, de céphalée inexpliquée. Ou Toute personne présentant une altération subite du goût (dysgueusie ou agueusie) ou de l'odorat (hyposmie ou anosmie) sans rhinite associée. Ou Toute personne chez qui un clinicien (médecin – infirmière) suspecte la COVID-19.

Chez les enfants :
Tous les signes ci-haut cités et / ou altération de l'état général , diarrhée ou fièvre isolée surtout chez l'enfant de moins de 3 mois.

LES OFFRES

Institution	Profil /TDR	Date limite
Entrepreneurs du Monde	Bureau à louer	
D'ATD QUART MONDE	APPEL D'OFFRE POUR LA RÉNOVATION DU SYSTÈME D'ADDUCTION D'EAU DANS LE CENTRE D'ACTIVITÉS D'ATD QUART MONDE	
Malteser International (MI)	Offre pour la production de 33,500 masques en tissu lavable	07/07/20
MSF	Superviseur Construction	07/07/20
CESAL	Ingénieur civil	10/07/20
HI	Agent de liaison sécurité	11/07/20
ID	Accompagnateur/trice Santé	13/07/20
UNOPS	Adjoint·e administratif·ve principal·e (Logistique et gestionnaire de flotte de véhicules)	15/07/20
ID	Adjoint(e) au Directeur Pays	15/07/20
MDM	Chauffeur	17/07/20
KinderNothilfe-Haïti	Comptable mi-temps	17/07/20
PAGAI	Étude / publication sur l'agriculture paysanne viable	17/07/20
PLAN INTERNATIONAL	Country Finance Manager	19/07/20
SUCO	Administrateur-trice Comptable	20/07/20
SUCO	COORDONNATEUR-TRICE TECHNIQUE	20/07/20
KinderNothilfe-Haïti	APPEL A PROPOSITION POUR LE PROGRAMME SHG-HAITI	31/07/20

MAGAZINE du CLIO
CADRE de LIAISON INTER-ORGANISATIONS • HAITI

L'AGENDA

Type de rencontre	Lieu de la rencontre	Date et Heure
Commission Santé	Via ZOOM	30 juillet 2020 (heure à définir)
Commission Résilience	Via ZOOM	2 juillet 2020 10-12 heures
Commission Éducation	Via ZOOM	3 juillet 2020 (09-11 heures)
Commission Agriculture & Environnement du CLIO	Via ZOOM	Juillet 2020 (10-12 heures)
Plateforme Eau Potable & Assainissement	Via ZOOM	10 juillet 2020 - (heure à définir)
Comité Exécutif CLIO (CE)	Via ZOOM	15 juillet 2020 (heure à définir)

Un cas de COVID- 19 est déclaré « récupéré » ou « rétabli » dans les situations suivant es :

1.
Personnes symptomatiques (maladies) testées positives :
au moins 10 jours depuis la disparition des signes de maladie avec ou sans un nouveau test négatif, (reprise du test si possible)

Ou

2. Personnes a-symptomatiques (non malades)
testées positives :
Dix (10) jours sans apparition de signe de maladie avec ou sans nouveau test négatif. (reprise du test si possible)

- **Noms des Cyclones pour cette saison cyclonique**

I.	*Arthur*
II.	*Bertha*
III.	*Cristobal*
IV.	Dolly
V.	Edouard
VI.	Fay
VII.	Gonzalo
VIII.	Hanna
IX.	Isaias
X.	Joséphine
XI.	Kyle
XII.	Laura
XIII.	Marco
XIV.	Nana
XV.	Omar
XVI.	Paulette
XVII.	Rene
XVIII.	Sally
XIX.	Teddy
XX.	Vicky

À LA RENCONTRE DU CLIO

Petit rappel pour les cotisations annuelles à verser au CLIO

Les cotisations sont dues à chaque année fiscale. Les membres doivent payer leurs cotisations au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Le montant de cotisation à verser au CLIO est dépendant du niveau de budget des organisations de l'exercice fiscal haïtien précédent (soit pour cette année, de l'exercice 1er Octobre 2018 / 30 septembre 2019) :

- Pour les ONG : Budget inscrit dans le rapport des dépenses remis à la DCA ONG
- Pour les Associations : Bilan présenté à l'AG annuelle des Membres

Niveau de budget (en USD)	Cotisation proposée en USD
0 à 50 000 USD	**25**
50 000 à 500 000 USD	**250**
500 000 à 1 500 000 USD	**500**
1 500 000 à 3 000 000 USD	**750**
3 000 000 à 6 000 000 USD	**1 000**
Plus de 6 000 000 USD	**1 500**

Il s'agit d'un montant de cotisation minimum ; les organisations qui ont la possibilité peuvent verser au-delà des montants proposés.

Paiement **par Chèque en US Dollars ou en Gourdes (taux du jour BRH)** Emettre le chèque à l'ordre de : **CLIO** **ou par virement en US Dollars** : Nom de la banque : UNIBANK Compte N° 270-1022-1057151 CLIO	Adresse de paiement : Delmas 60, Rue Mercier Laham, Imp. Larose # 1 Tél : 3784-5212 Email : info@cliohaiti.org

Nous vous remercions de nous indiquer quel sera le montant de cotisation que vous verserez en fonction de votre niveau de budget ; nous vous ferons ainsi parvenir une facture tenant compte du montant indiqué. Lors de votre versement, nous vous remettrons un reçu.

Dans cette attente, bien à vous.

Décès du à la COVID_19

Décès survenant chez un cas confirmé (par test ou par lien épidémiologique)
ou par
confirmation post mortem en l'absence de toute autre cause évidente de décès sans lien avec la maladie COVID-19.

➢ **Découvrez les nouveaux documents disponibles sur le site du CLIO**

En voici un sommaire :

- Les premières lignes directrices pour l'Intégration des personnes handicapées dans l'action Humanitaire publiées par l'ONU
- Rapport sur les conditions de vie des personnes handicapées depuis les troubles de 2019
- Le prix de l'eau Production Helvetas
- Helvetas Récupération des Clairières & restauration des écosystèmes
- Impliquer directement les exploitants pour restaurer durablement l'environnement ?
- Garantir la durabilité des moyens d'existence par le renforcement de la gestion de proximité
- Belle Anse : Expérience de gouvernance participative des aires protégées
- Des acteurs locaux au service de l'eau-Helvetas
- Des acteurs engagés dans le développement local
- Manuel du Centre d'Opérations d'Urgence Nationale
- Feuille de route de l'UE et de ses EM pour l'engagement envers la société civile en haiti 2018/2021 ;
- Haïti : les dépenses de santé des ménages 3 fois supérieures à celles de l'Etat pour l'exercice 2013-2014
- IPC Analyse de l'insécurité Alimentaire Aigue Décembre 2018
- Mise en œuvre du Plan National d'Élimination du choléra en Haïti
- Rapport statistique de santé 2017 et rapport préliminaire évaluation de la prestation des services de santé Atelier HNO-HRP HAITI 2018 Présentation des résultats
- L'élimination du choléra en Haïti utopie ou réalité ?
- Lutter pour les droits des femmes : un combat contre une violence structurelle

Pour plus d'informations, visitez le site du CLIO :
https://www.cliohaiti.org/spip.php?rubrique7#pagination7

https://lenouvelliste.com/article/201404/wynne-farm-declaré-zones-protegees
Plaidons pour la publication de l'arrêté !

https://www.youtube.com/watch?v=ffVfdiagWHM
Visitez Wynne Farm!

Dites **NON** au **STYROFOAM**
signez et partagez la pétition :
http://bit.ly/2ue2CSs

Pour partager sur les réseaux sociaux, merci d'utiliser
#Nonaustyrofoamenhaiti
4 012 personnes sur 5 000 ont déjà signé